

**Nations unies - Situation au Kosovo
- Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 14 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie le représentant spécial du secrétaire général, le vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Serbie et l'ambassadrice du Kosovo pour leur présentation.

La France se félicite de la nomination d'un nouveau gouvernement le 9 septembre dernier au Kosovo, à la suite des élections législatives du 11 juin, organisées en présence de nombreux observateurs internationaux. La formation des nouvelles institutions constitue en effet une étape essentielle, afin que le Kosovo, auquel la France apporte son plein soutien à titre national, comme dans le cadre de l'Union européenne, puisse répondre aux défis auxquels il fait face et aux besoins de la population kosovare. Des élections municipales sont en cours; le premier tour qui a eu lieu le 22 octobre s'est globalement bien déroulé. Nous souhaitons que le second tour se passe également dans de bonnes conditions, à l'abri de toutes tentatives d'intimidation, en particulier dans les municipalités serbes du Kosovo, qui ont été relevées par la Mission d'observation des élections de l'Union européenne.

La France exprime son soutien à la volonté de réforme exprimée par le nouveau Premier ministre, notamment en matière de développement économique et son corollaire, la création d'emplois, ainsi que l'amélioration du système de santé et du système éducatif. Nous saluons par ailleurs la ratification à l'unanimité, le 4 octobre dernier, de l'accord signé entre le Kosovo et l'Union européenne sur la mise en oeuvre de l'assistance financière de l'Union européenne.

Les institutions politiques et économiques de l'État du Kosovo se sont consolidées au cours des dernières années. Ces progrès significatifs, notamment au plan sécuritaire et économique, justifient la poursuite du recentrage des actions de la MINUK et de leur coordination avec les autres acteurs internationaux présents au Kosovo. Ne rien changer n'est pas satisfaisant alors que notre responsabilité, en tant que membres du conseil de sécurité, est de veiller à ce que les moyens déployés par les Nations unies soient pleinement adaptés à la situation sur le terrain, qui, au Kosovo, ne relève plus d'une action de maintien de la paix à proprement parler. Il nous appartient donc de faire évoluer ces moyens en conséquence.

Monsieur le Président,

La France est convaincue que l'avenir du Kosovo se joue d'abord dans le cadre du dialogue

politique entre Belgrade et Pristina mené sous l'égide de l'Union européenne. Celle-ci est très claire à ce sujet: pour la Serbie comme pour le Kosovo, le rapprochement européen a par condition préalable la normalisation de leurs relations.

Il importe à cet égard que les parties fassent preuve de bonne volonté et d'un engagement clair, au plus haut niveau. Les récentes rencontres des présidents serbe et kosovar autour de la Haute représentante de l'Union européenne, Mme Federica Mogherini, à l'occasion desquelles ceux-ci ont souligné leur volonté de relancer le dialogue entre Pristina et Belgrade, constituent à cet égard des signaux encourageants. Nous avons également pris note, avec intérêt, de l'initiative du président Vucic de lancer un «dialogue interne» sur le Kosovo en Serbie.

Au-delà des déclarations d'intention, nous attendons désormais que l'ensemble des accords conclus en 2013 puis en 2015 soient effectivement mis en oeuvre dans les meilleurs délais, afin de progresser significativement dans la normalisation pleine et entière des relations entre les parties. À cet égard, nous saluons l'intégration du personnel judiciaire serbe dans le système kosovar, intervenue le 24 octobre dernier.

La France soutient pleinement les efforts de médiation menés par l'Union européenne et sa Haute-représentante, Mme Mogherini. Nous appelons instamment les autorités kosovares et serbes à intensifier leurs efforts en ce sens, afin d'obtenir des résultats concrets. Chaque partie doit faire sa part du chemin en adoptant une attitude constructive et en s'abstenant de toute provocation dangereuse pour la stabilité de la région. Nous soulignons également l'importance des efforts visant à favoriser la réconciliation et le rapprochement des communautés.

Enfin, la poursuite des efforts engagés pour la consolidation de l'État de droit au Kosovo doit demeurer une priorité. C'est une exigence européenne très forte, que nous soutenons : qu'il s'agisse du renforcement des capacités administratives, de la justice ou de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Beaucoup reste à faire. La lutte contre la radicalisation, sous toutes ses formes, doit également continuer d'être une priorité. Nous saluons l'engagement inconditionnel du Kosovo en la matière, localement comme au sein de la coalition internationale contre Daech.

Je vous remercie./.